



**GOVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Rapport annuel de performances

Annexe au projet de loi relative aux résultats de la gestion  
et portant approbation des comptes de l'année 2024

**PROGRAMME 220**

Statistiques et études économiques



PROGRAMME 220  
**Statistiques et études économiques**

---

## Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Jean-Luc TAVERNIER

*Directeur général de l'Insee*

Responsable du programme n° 220 : Statistiques et études économiques

Le programme 220 couvre les activités de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

Afin d'éclairer le débat économique et social, l'Insee collecte, produit, analyse et diffuse des informations socio-économiques issues du recensement de la population, des enquêtes auprès des ménages et des entreprises ou de l'exploitation de fichiers administratifs. Il produit des études et des données nécessaires à l'analyse des situations macroéconomique, démographique et sociale, françaises ou européennes, qui permettent d'éclairer les acteurs du débat public.

L'Insee coordonne les travaux des services statistiques ministériels et contribue à la production de statistiques européennes harmonisées, en lien avec Eurostat et avec ses homologues de l'Union européenne.

Outre la combinaison originale de production statistique et de réalisation d'études, l'Insee se distingue de ses homologues étrangers par le rôle structurant dans son activité de tenue des registres nécessaires à la vie économique, sociale et démocratique : le répertoire Sirene, la partie française du système d'identifiant unique mondial des entités économiques (LEI), le fichier répertoire électoral unique (REU) et le répertoire national d'identification des personnes physiques. Ces activités ont un rôle croissant dans la transformation numérique de l'action publique.

L'année 2024 a été marquée par des événements majeurs que l'Insee a accompagnés. Dans le contexte des élections législatives, le répertoire électoral unique a été mobilisé, avec pour nouveauté l'enregistrement d'un nombre record de procurations.

L'Insee a de nouveau contribué à l'analyse des phénomènes économiques et sociaux à travers de nombreuses publications. On peut citer les comptes nationaux augmentés qui sont l'aboutissement d'un travail important ayant permis la mise en place d'une production pérenne d'indicateurs sur la redistribution et les flux d'émission de carbone, et, à titre exploratoire, l'élaboration de premiers indicateurs synthétiques pour aller au-delà du PIB tenant compte des dommages causés par les gaz à effet de serre.

L'année 2024 a permis de franchir de nouvelles étapes dans la collecte de données. Les entreprises ont répondu pour la première fois par l'intermédiaire de la nouvelle plateforme internet lors de la collecte de l'enquête sur la filière automobile. Du côté des enquêtes ménages, la collecte de l'enquête logement a été la première enquête multimode séquentielle internet/téléphone/face-à-face. La collecte du recensement de la population a également évolué avec la réponse facilitée par téléphone mobile sur l'outil 'Recens'smart'.

Plusieurs projets ont également été menés pour enrichir les données et en améliorer le traitement. La déclaration sociale nominative (DSN) a permis de réduire les délais de production des indicateurs d'emploi et de salaires, et de diffuser des données sur la fonction publique. Les nouveaux quartiers prioritaires de la politique de la ville ont été publiés (sur les nouveaux et anciens contours) selon une nouvelle méthode de traitement de la confidentialité. Des travaux pilotes se sont poursuivis pour exploiter à des fins statistiques des données de téléphonie mobile et des données bancaires.

En matière de diffusion, le site « insee.fr » a bénéficié de deux innovations pour faciliter l'accès aux données : le catalogue de données et la cartographie communale. Parallèlement, de nouveaux canaux de communication ont été ouverts, notamment un compte Instagram et des espaces thématiques en ligne.

Les projets de transformation prévus par le contrat budgétaire 2023-2025 se sont poursuivis. Parallèlement, la trajectoire financière définie par le contrat a été respectée.

## RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

---

### **OBJECTIF 1 : Respecter les engagements de la France par rapport à l'Europe en termes de délais de diffusion des résultats économiques**

INDICATEUR 1.1 : Nombre de jours de retard cumulés entre les dates de diffusion et les dates prévues dans les engagements européens

### **OBJECTIF 2 : Développer la dématérialisation des enquêtes, dans le but d'alléger la charge de réponse des enquêtés, de gagner en qualité et de réduire les coûts**

INDICATEUR 2.1 : Dématérialisation des enquêtes

### **OBJECTIF 3 : Faire parler les chiffres de l'Insee et aller au-devant de tous les publics**

INDICATEUR 3.1 : Pertinence de l'Insee du point de vue des utilisateurs du site Insee.fr

## Objectifs et indicateurs de performance

### OBJECTIF

1 – Respecter les engagements de la France par rapport à l'Europe en termes de délais de diffusion des résultats économiques

### INDICATEUR

1.1 – Nombre de jours de retard cumulés entre les dates de diffusion et les dates prévues dans les engagements européens

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2022 Réalisation	2023 Réalisation	2024 Cible	2024 Réalisation	Atteinte de la cible	2025 Cible
Diffusion des comptes trimestriels	jours	0	0	0	0	cible atteinte	0
Diffusion des indices économiques conjoncturels	jours	0	0	0	0	cible atteinte	0

#### Commentaires techniques

Les indices économiques conjoncturels pris en compte pour le second sous-indicateur sont les suivants : indice de la production industrielle, indice de chiffre d'affaires dans l'industrie, indice de chiffre d'affaires dans le commerce de détail, indice de chiffre d'affaires dans le commerce de gros et les services, indices des prix à la production dans l'industrie.

#### Sources des données :

- Insee-fichiers de résultats,
- publication des *Informations rapides* sur le site Internet de l'Insee (livraisons),
- publication des communiqués de presse d'Eurostat. Délais dans les règlements et plan d'action de l'Union économique et monétaire (UEM).

### ANALYSE DES RÉSULTATS

L'indicateur traduit les engagements de rapidité dans la diffusion de données économiques. En 2024 et pour la 3<sup>e</sup> année consécutive, l'ensemble des données des comptes trimestriels ont pu être diffusées aux dates requises par les engagements vis-à-vis d'Eurostat.

Ces engagements sur les délais ont aussi été respectés en matière de diffusion des indices économiques conjoncturels. Le strict respect des dates de publication reste la cible pour l'année en cours.

## OBJECTIF

2 – Développer la dématérialisation des enquêtes, dans le but d'alléger la charge de réponse des enquêtés, de gagner en qualité et de réduire les coûts

## INDICATEUR

### 2.1 – Dématérialisation des enquêtes

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2022 Réalisation	2023 Réalisation	2024 Cible	2024 Réalisation	Atteinte de la cible	2025 Cible
Taux de réponse par Internet au recensement de la population	%	63	64,5	64,5	68,5	cible atteinte	69
Pourcentage d'enquêtes auprès des entreprises (Insee ou SSM) utilisant le dispositif Coltrane	%	92	97	94	97	cible atteinte	95
Proportion d'enquêtes auprès des ménages proposées par internet, ou par téléphone avec plusieurs modes de réponse	%	64	64	63	62,3	absence amélioration	80

#### Commentaires techniques

Le 1<sup>er</sup> sous-indicateur concerne le taux de réponse par Internet pour les résidences principales (RP). Il rapporte le nombre de RP collectées par internet au nombre total de résidences principales devant être recensées (nombre de RP collectées par internet + nombre de RP collectées papier + nombre de feuilles de logements non enquêtés). L'enquête de recensement de 2021 n'a pas été réalisée sauf à Mayotte compte tenu de la crise sanitaire. La cible porte sur le champ France entière y compris Mayotte.

Le 2<sup>e</sup> sous-indicateur est le nombre cumulé d'enquêtes auprès des entreprises utilisant la plate-forme de collecte Coltrane rapporté au nombre d'enquêtes ayant un visa du CNIS dont la collecte a débuté en année N et qui pourraient faire l'objet d'une collecte via Coltrane.

Le 3<sup>e</sup> sous-indicateur concerne l'ensemble des enquêtes auprès des ménages de métropole ou des DOM figurant au programme des enquêtes ménages de l'Insee une année donnée (y compris pilotes, hors tests). Le numérateur est le nombre total d'enquêtes auprès des ménages interrogés pour lesquelles un mode de réponse par internet ou par téléphone en multimode est proposé, et dont la collecte débute dans le courant de l'année N. Le dénominateur est le nombre d'enquêtes auprès des ménages dont la collecte débute dans le courant de l'année N.

## ANALYSE DES RÉSULTATS

**Le taux de réponse au recensement par internet** continue à augmenter pour s'établir à 68,5 % en 2024. Ce niveau très élevé est la conséquence de la généralisation depuis 2022 d'un protocole de collecte sans rencontrer l'agent recenseur permettant un accroissement de la réponse en ligne et d'une évolution du questionnaire en ligne du recensement en 2024 réalisée pour faciliter la réponse sur smartphone.

**Le pourcentage d'enquêtes auprès des entreprises (Insee ou SSM) utilisant le dispositif Coltrane**, c'est-à-dire la plateforme permettant la réponse en ligne, est, en 2024, identique à celui de 2023 (97 %). À l'exception de l'enquête sur le coût de la main d'œuvre et la structure des salaires (Écmoss), toutes les enquêtes prêtes à être intégrées dans 'Coltrane' le sont effectivement.

Concernant **le pourcentage de ménages interrogés à qui on propose le mode de collecte internet** pour répondre à une des enquêtes pérennes de l'Insee, la réalisation atteinte en 2024 (62,3 %) est légèrement inférieure à la cible (63 %).

**OBJECTIF**

3 – Faire parler les chiffres de l'Insee et aller au-devant de tous les publics

**INDICATEUR**

3.1 – Pertinence de l'Insee du point de vue des utilisateurs du site Insee.fr

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2022 Réalisation	2023 Réalisation	2024 Cible	2024 Réalisation	Atteinte de la cible	2025 Cible
Pertinence de l'Insee du point de vue des utilisateurs du site Insee.fr	%	86%	89 %	seuil de 88% dépassé	89 %	cible atteinte	> 88%

**Commentaires techniques**Mode de calcul :

Rapport entre le nombre de répondants « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord » avec la proposition « L'Insee est un organisme qui produit et diffuse des informations indispensables à l'analyse de la situation économique et sociale de la France » et le nombre total de répondants.

Sources des données : Résultat de l'enquête « Image » réalisée chaque année auprès d'au moins 4 000 visiteurs du site « insee.fr ».

**ANALYSE DES RÉSULTATS**

Le résultat en 2024 est identique à celui observé en 2023, 89 % de personnes jugeant pertinentes les informations présentées sur le site de l'Insee.

## Présentation des crédits

### 2024 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

#### 2024 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  <i>Prévision LFI 2024 Consommation 2024</i>	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes	118 669 620 114 206 176	8 358 233 8 154 778		21 963 684 22 951 049	<b>148 991 537</b> <b>145 396 279</b>	150 022 793
06 – Action régionale	42 486 472 44 628 168	634 025 1 386 018		3 000	<b>43 120 497</b> <b>46 017 186</b>	43 339 096
08 – Information économique, démographique et sociale	125 436 444 122 602 745	5 152 702 3 105 974		511 303	<b>130 589 146</b> <b>126 580 963</b>	131 339 291
09 – Pilotage, soutien et formation initiale	109 334 045 105 264 816	53 725 084 36 919 736		7 740	<b>163 059 129</b> <b>148 230 794</b>	167 859 129
<b>Total des AE prévues en LFI</b>	<b>395 926 581</b>	<b>67 870 044</b>	<b>0</b>	<b>21 963 684</b>	<b>485 760 309</b>	<b>492 560 309</b>
Ouvertures / annulations par FdC et AdP	+673 490	+8 910 116 (hors titre 2)			+9 583 605	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP	-4 707 939	-6 185 428 (hors titre 2)			-10 893 367	
Total des AE ouvertes	391 892 132	92 558 415 (hors titre 2)			484 450 547	
<b>Total des AE consommées</b>	<b>386 701 906</b>	<b>49 566 506</b>	<b>6 483 718</b>	<b>23 473 092</b>	<b>466 225 222</b>	

#### 2024 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  <i>Prévision LFI 2024 Consommation 2024</i>	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes	118 669 620 114 206 176	9 358 234 10 310 657		21 863 684 20 794 589	<b>149 891 538</b> <b>145 395 697</b>	150 922 794
06 – Action régionale	42 486 472 44 628 168	634 025 1 467 686		13 000	<b>43 120 497</b> <b>46 108 854</b>	43 339 096
08 – Information économique, démographique et sociale	125 436 444 122 602 745	5 752 702 5 041 674		111 303	<b>131 189 146</b> <b>128 037 569</b>	131 939 291
09 – Pilotage, soutien et formation initiale	109 334 045 105 264 816	39 936 697 29 041 728		7 750	<b>149 270 742</b> <b>139 787 320</b>	154 070 742
<b>Total des CP prévus en LFI</b>	<b>395 926 581</b>	<b>55 681 658</b>	<b>0</b>	<b>21 863 684</b>	<b>473 471 923</b>	<b>480 271 923</b>
Ouvertures / annulations par FdC et AdP	+673 490	+8 910 116 (hors titre 2)			+9 583 605	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP	-4 707 939	-8 992 909 (hors titre 2)			-13 700 848	
Total des CP ouverts	391 892 132	77 462 549 (hors titre 2)			469 354 680	
<b>Total des CP consommés</b>	<b>386 701 906</b>	<b>45 861 745</b>	<b>5 839 147</b>	<b>20 926 642</b>	<b>459 329 440</b>	



## 2023 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

## 2023 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes	113 199 804 112 913 919	10 197 280 12 863 391	-40 443	20 049 764 19 608 199	143 446 848	144 473 947 145 345 067
06 – Action régionale	46 334 595 43 968 299	623 120 1 489 468	11 880	33 000	46 957 715	47 191 602 45 502 647
08 – Information économique, démographique et sociale	117 322 899 119 475 325	8 053 762 5 560 318	27 667	18 736	125 376 661	126 115 675 125 082 047
09 – Pilotage, soutien et formation initiale	106 261 540 105 005 097	36 871 251 33 965 677	1 627 973	30 750	143 132 791	147 932 791 140 629 497
<b>Total des AE prévues en LFI</b>	<b>383 118 838</b>	<b>55 745 413</b>	<b>0</b>	<b>20 049 764</b>	<b>458 914 015</b>	<b>465 714 015</b>
<b>Total des AE consommées</b>	<b>381 362 641</b>	<b>53 878 855</b>	<b>1 627 077</b>	<b>19 690 685</b>		<b>456 559 258</b>

## 2023 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes	113 199 804 112 913 919	9 197 281 11 941 147	47 393	20 049 764 19 745 202	142 446 849	143 473 948 144 647 661
06 – Action régionale	46 334 595 43 968 299	623 120 1 464 892	11 880	13 000	46 957 715	47 191 602 45 458 071
08 – Information économique, démographique et sociale	117 322 899 119 475 325	5 653 762 5 159 751		18 736	122 976 661	123 715 675 124 653 812
09 – Pilotage, soutien et formation initiale	106 261 540 105 005 097	36 189 129 34 056 988	1 034 434	39 250	142 450 669	147 250 669 140 135 769
<b>Total des CP prévus en LFI</b>	<b>383 118 838</b>	<b>51 663 292</b>	<b>0</b>	<b>20 049 764</b>	<b>454 831 894</b>	<b>461 631 894</b>
<b>Total des CP consommés</b>	<b>381 362 641</b>	<b>52 622 777</b>	<b>1 093 707</b>	<b>19 816 188</b>		<b>454 895 313</b>

## PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2023	Ouvertes en 2024	Consommées* en 2024	Consommés* en 2023	Ouverts en 2024	Consommés* en 2024
Titre 2 – Dépenses de personnel	381 362 641	395 926 581	386 701 906	381 362 641	395 926 581	386 701 906
Rémunérations d'activité	241 330 781	251 208 116	245 287 142	241 330 781	251 208 116	245 287 142
Cotisations et contributions sociales	135 938 925	141 843 787	138 090 199	135 938 925	141 843 787	138 090 199
Prestations sociales et allocations diverses	4 092 935	2 874 678	3 324 565	4 092 935	2 874 678	3 324 565

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2023	Ouvertes en 2024	Consommées* en 2024	Consommés* en 2023	Ouverts en 2024	Consommés* en 2024
Titre 3 – Dépenses de fonctionnement	53 878 855	67 870 044	49 566 506	52 622 777	55 681 658	45 861 745
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	53 844 355	67 870 044	49 601 006	52 622 777	55 681 658	45 861 745
Subventions pour charges de service public	34 500	0	-34 500	0	0	0
Titre 5 – Dépenses d'investissement	1 627 077	0	6 483 718	1 093 707	0	5 839 147
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	1 599 410	0	2 928 183	1 046 314	0	2 401 277
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	27 667	0	3 555 535	47 393	0	3 437 871
Titre 6 – Dépenses d'intervention	19 690 685	21 963 684	23 473 092	19 816 188	21 863 684	20 926 642
Transferts aux collectivités territoriales	19 551 936	21 963 684	22 800 740	19 638 938	21 863 684	20 644 280
Transferts aux autres collectivités	138 749	0	672 352	177 250	0	282 362
<b>Total hors FdC et AdP</b>		<b>485 760 309</b>			<b>473 471 923</b>	
Ouvertures et annulations* en titre 2		-4 034 449			-4 034 449	
Ouvertures et annulations* hors titre 2		+2 724 687			-82 793	
<b>Total*</b>	<b>456 559 258</b>	<b>484 450 547</b>	<b>466 225 222</b>	<b>454 895 313</b>	<b>469 354 680</b>	<b>459 329 440</b>

\* y.c. FdC et AdP

## FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Nature de dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en 2023	Prévues en LFI pour 2024	Ouvertes en 2024	Ouverts en 2023	Prévus en LFI pour 2024	Ouverts en 2024
Dépenses de personnel	1 261 319	800 000	673 490	1 261 319	800 000	673 490
Autres natures de dépenses	5 731 672	6 000 000	8 910 116	5 731 672	6 000 000	8 910 116
<b>Total</b>	<b>6 992 991</b>	<b>6 800 000</b>	<b>9 583 605</b>	<b>6 992 991</b>	<b>6 800 000</b>	<b>9 583 605</b>

## RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

## ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE ADP

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
01/2024		707 910		707 910				
02/2024		441 609		441 609				
03/2024		136 390		136 390				
04/2024		1 604 047		1 604 047				

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
05/2024		57 305		57 305				
06/2024		666 341		666 341				
07/2024		370 982		370 982				
08/2024		300 298		300 298				
09/2024		476 577		476 577				
10/2024		482 597		482 597				
11/2024		321 105		321 105				
12/2024		1 081 503		1 081 503				
01/2025		7 215		7 215				
<b>Total</b>		<b>6 653 878</b>		<b>6 653 878</b>				

### ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FDC

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
01/2024	404 596	337 163	404 596	337 163				
02/2024	146 661	120 553	146 661	120 553				
04/2024	129 222	38 599	129 222	38 599				
07/2024		265 550		265 550				
08/2024		729 721		729 721				
10/2024		512 043		512 043				
11/2024		146 392		146 392				
12/2024		106 217		106 217				
<b>Total</b>	<b>680 479</b>	<b>2 256 238</b>	<b>680 479</b>	<b>2 256 238</b>				

### ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
25/01/2024		1 091 166						
<b>Total</b>		<b>1 091 166</b>						

### ARRÊTÉS DE REPORT DE FDC

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
29/01/2024	782 329	555 338	782 329	249 886				
<b>Total</b>	<b>782 329</b>	<b>555 338</b>	<b>782 329</b>	<b>249 886</b>				

## ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
12/03/2024		513 678		2 766 733				
<b>Total</b>		<b>513 678</b>		<b>2 766 733</b>				

## DÉCRETS D'ANNULATION

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
21/02/2024					78 002	2 000 000	78 002	2 000 000
<b>Total</b>					<b>78 002</b>	<b>2 000 000</b>	<b>78 002</b>	<b>2 000 000</b>

## DÉCRETS D'ANNULATION DE FDC OU DE ADP

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
04/02/2025					6 989		6 989	
<b>Total</b>					<b>6 989</b>		<b>6 989</b>	

## DÉCRETS DE TRANSFERT

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
26/06/2024						428 949		428 949
<b>Total</b>						<b>428 949</b>		<b>428 949</b>

## DÉCRETS DE VIREMENT

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
26/06/2024						1 197 790		1 197 790
22/11/2024		8 610		8 610				
<b>Total</b>		<b>8 610</b>		<b>8 610</b>		<b>1 197 790</b>		<b>1 197 790</b>

## LOI DE FINANCES DE FIN DE GESTION

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
07/12/2024					5 412 266	4 727 481	5 412 266	8 391 399
<b>Total</b>					<b>5 412 266</b>	<b>4 727 481</b>	<b>5 412 266</b>	<b>8 391 399</b>

## TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
<b>Total général</b>	<b>1 462 808</b>	<b>11 078 907</b>	<b>1 462 808</b>	<b>11 935 345</b>	<b>5 497 257</b>	<b>8 354 220</b>	<b>5 497 257</b>	<b>12 018 138</b>

## Justification au premier euro

### Éléments transversaux au programme

#### ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action  <i>Prévision LFI Consommation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes	118 669 620 114 206 176	30 321 917 31 190 103	150 022 793 145 396 279	118 669 620 114 206 176	31 221 918 31 189 521	150 922 794 145 395 697
06 – Action régionale	42 486 472 44 628 168	634 025 1 389 018	43 339 096 46 017 186	42 486 472 44 628 168	634 025 1 480 686	43 339 096 46 108 854
08 – Information économique, démographique et sociale	125 436 444 122 602 745	5 152 702 3 978 218	131 339 291 126 580 963	125 436 444 122 602 745	5 752 702 5 434 824	131 939 291 128 037 569
09 – Pilotage, soutien et formation initiale	109 334 045 105 264 816	53 725 084 42 965 978	167 859 129 148 230 794	109 334 045 105 264 816	39 936 697 34 522 504	154 070 742 139 787 320
<b>Total des crédits prévus en LFI *</b>	<b>395 926 581</b>	<b>89 833 728</b>	<b>485 760 309</b>	<b>395 926 581</b>	<b>77 545 342</b>	<b>473 471 923</b>
Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP	-4 034 449	+2 724 687	-1 309 762	-4 034 449	-82 793	-4 117 243
Total des crédits ouverts	391 892 132	92 558 415	484 450 547	391 892 132	77 462 549	469 354 680
<b>Total des crédits consommés</b>	<b>386 701 906</b>	<b>79 523 316</b>	<b>466 225 222</b>	<b>386 701 906</b>	<b>72 627 534</b>	<b>459 329 440</b>
Crédits ouverts - crédits consommés	+5 190 226	+13 035 100	+18 225 325	+5 190 226	+4 835 015	+10 025 240

\* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

#### PASSAGE DU PLF À LA LFI

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
PLF	395 926 581	89 833 728	485 760 309	395 926 581	77 545 342	473 471 923
Amendements	0	0	0	0	0	0
<b>LFI</b>	<b>395 926 581</b>	<b>89 833 728</b>	<b>485 760 309</b>	<b>395 926 581</b>	<b>77 545 342</b>	<b>473 471 923</b>

Le PLF 2024 prévoyait 486 M€ en AE et 473 M€ en CP (hors fonds de concours et attribution de produits). Aucun amendement n'a été adopté dans le cadre des crédits ouverts par la LFI.

#### JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES / DE FIN DE GESTION

Les mouvements réglementaires affectant les crédits du programme 220 durant l'année 2024 ont été les suivants :

**REPORTS DE CRÉDITS**

- Arrêté du 25 janvier 2024 portant reports d'autorisations d'engagement affectées non engagées (AENE) de 1 091 166 € ;
- Arrêté du 29 janvier 2024 portant reports de fonds de concours de 555 338 € en AE et de 249 886 € en CP pour le Hors Titre 2 et 782 329 € en AE et en CP pour le Titre 2 ;
- Arrêté du 12 mars 2024 portant report de crédits généraux de 513 678 € en AE et de 2 766 733 € en CP pour le Hors Titre 2.

**ANNULATION DE CRÉDITS**

- Décret du 21 février 2024 portant annulation de 2 M€ en AE et en CP pour le Hors Titre 2 et de 78 002 € en AE et en CP pour le titre 2.

**LOI DE FINANCES DE FIN DE GESTION**

- Loi n° 2024-1167 du 6 décembre 2024 de finances de fin de gestion pour 2024 portant annulation de 4 727 481 € en AE et 8 391 399 € en CP pour le Hors Titre 2 et 5 412 266 € en AE et CP pour le titre 2.

**TRANSFERTS ET VIREMENTS DE CRÉDITS**

- Décret n° 2024-602 du 26 juin 2024 portant virement de crédits pour le Hors Titre 2 :
  - -335 863 € en AE et en CP à destination du programme 302 « Facilitation et sécurisation des échanges » pour l'hébergement de serveurs de l'Insee dans le centre d'Osny ;
  - -4 156 € en AE et en CP à destination du programme 156 « Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local » dans le cadre de l'offre de services Cloud Nubo ;
  - -843 893 € en AE et en CP à destination du programme 156 « Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local » dans le cadre de l'offre de services SAS ;
  - -13 878 € en AE et en CP à destination du programme 348 « Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs » pour les travaux locaux de Lyon.
- Décret n° 2024-601 du 26 juin 2024 portant transfert de crédits pour le Hors Titre 2 :
  - -271 576 € en AE et en CP à destination du programme 215 « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture » pour l'hébergement de serveurs de l'Insee dans le centre de Toulouse ;
  - -9 832 € en AE et en CP à destination du programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » pour RUN résilience RIE ;
  - -4 571 € en AE et en CP à destination du programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » en pour la participation au réseau interministériel de l'État (RIE) ;
  - -4 213 € en AE et en CP à destination du programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » dans le cadre de la migration de collecte ;
  - -125 007 € en AE et en CP à destination du programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » RUN PFAI NG ;
  - -13 750 € en AE et en CP à destination du programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » pour VIVATECH.

- Décret n° 2024-1055 du 22 novembre 2024 portant virement de crédits pour le Hors Titre 2 :

- +11 010 € en AE et en CP en provenance du programme 218 « Conduite et pilotage des politiques économiques et financières » ;
- -2 400 € à destination du programme 348 « Performance et résilience des bâtiments de l'État et de ses opérateurs ».

## ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

N° du fonds	Libellé	Crédits rattachés
		AE=CP
57-2-2-0246	Rémunération de certains services rendus par l'Insee	6 574 279,01
2257-1-4-0249	Contribution de l'Union Européenne à certaines études ou enquêtes de l'Insee (HT2)	2 247 706,54
57-1-1-00561	Contribution de l'Union Européenne à certaines études ou enquêtes de l'Insee (T2)	673 489,51
57-1-2-0065	Participation du FIPHP	8 531,31
57-2-2-0710	Produits de cessions de biens immobiliers	79 598,83
<b>Total</b>		<b>9 583 605,20</b>

Le niveau des recettes perçues en 2024 est supérieur à celui observé les années précédentes (+2,6 M€) en raison d'une demande accrue de services demandés par des partenaires externes (ADP) et de signatures de nouvelles conventions européennes pour lesquelles l'Union Européenne a versé des préfinancements (FDC).

## RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Mise en réserve initiale	1 979 634	5 120 523	7 100 157	1 979 634	4 420 085	6 399 719
Surgels	78 002	2 088 275	2 166 277	78 002	5 971 314	6 049 316
Dégels	-78 002	-2 000 000	-2 078 002	-78 002	-2 000 000	-2 078 002
<b>Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)</b>	<b>1 979 634</b>	<b>5 208 798</b>	<b>7 188 432</b>	<b>1 979 634</b>	<b>8 391 399</b>	<b>10 371 033</b>

Les dotations en LFI du programme 220 pour l'année 2024 ont fait l'objet d'une mise en réserve initiale à hauteur de 7,1 M€ en AE et de 6,4 M€ en CP (réserve de précaution), d'un surgel de 2,2 M€ en AE et de 6,0 M€ en CP, d'un dégel en gestion de 0,5 M€ en AE sur les crédits Hors Titre 2, d'un décret d'annulation de 78 002 € sur les crédits de Titre 2 et d'un décret d'annulation de 2,0 M€ sur les crédits Hors Titre 2.

La loi n° 2024-1167 du 6 décembre 2024 de finances de fin de gestion pour 2024 s'est traduite par l'annulation de 5,4 M€ en AE et en CP sur le Titre 2 et de 4,7 M€ en AE et de 8,4 M€ en CP sur le Hors Titre 2.

Aucun mouvement de fongibilité asymétrique n'a eu lieu en 2024.



## EMPLOIS ET DÉPENSES DE PERSONNEL

## EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR LE PROGRAMME

(en ETPT)

Catégorie d'emplois	Transferts de gestion 2023 (1)	Réalisation 2023 (2)	LFI + LFR 2024 (3)	Transferts de gestion 2024 (4)	Réalisation 2024 (5)	Écart à LFI + LFR 2024 (après transferts de gestion) (5 - (3 + 4))
1024 – Catégorie A+	0,00	345,66	360,00	0,00	345,37	-14,63
1025 – Catégorie A	0,00	1 537,62	1 300,00	0,00	1 572,19	+272,19
1026 – Catégorie B	0,00	1 982,12	1 921,00	0,00	1 983,37	+62,37
1027 – Catégorie C	0,00	1 072,57	1 459,00	0,00	1 023,79	-435,21
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>4 937,97</b>	<b>5 040,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 924,72</b>	<b>-115,28</b>

(en ETPT)

Catégorie d'emplois	Mesures de périmètre en LFI (6)	Mesures de transfert en LFI (7)	Corrections techniques (8)	Impact des schémas d'emplois pour 2024 (5-4)-(2-1)-(6+7+8)	dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2023 sur 2024	dont impact du schéma d'emplois 2024 sur 2024
1024 – Catégorie A+	0,00	0,00	+0,06	-0,35	+1,67	-2,02
1025 – Catégorie A	0,00	+3,00	+0,06	+31,51	-30,15	+61,66
1026 – Catégorie B	0,00	0,00	-0,01	+1,26	+48,29	-47,03
1027 – Catégorie C	0,00	0,00	-0,10	-48,68	+43,24	-91,92
<b>Total</b>	<b>0,00</b>	<b>+3,00</b>	<b>+0,01</b>	<b>-16,26</b>	<b>+63,05</b>	<b>-79,31</b>

En LFI 2024, le plafond autorisé d'emplois s'élevait à 5 040 équivalents temps plein travaillés (ETPT).

Au terme de la gestion, la consommation moyenne annuelle du plafond d'emplois s'établit à 4 924,72 ETPT, dont 7,0 % de catégorie A+, 31,9 % de catégorie A, 40,3 % de catégorie B et 20,8 % de catégorie C (incluant les enquêteurs qui représentent 62,1 % des emplois de cette catégorie).

Cette consommation d'emplois a fait l'objet de retraitements afin de tenir compte des modalités particulières du calcul du décompte des emplois dans Chorus. Ces retraitements ont porté sur le rattachement des paiements par acomptes qui représentent 13,8 ETPT.

Le taux de consommation par rapport à la LFI 2024 se situe à 97,7 %.

La correction technique correspond à des arrondis entre catégories d'emploi.

## ÉVOLUTION DES EMPLOIS À PÉRIMÈTRE CONSTANT

(en ETP)

Catégorie d'emploi	Sorties		Mois moyen des sorties	Entrées		Mois moyen des entrées	Schéma d'emplois	
	dont départs en retraite			dont primo recrutements			Réalisation	Prévision PAP
1024 – Catégorie A+	78,00	24,20	8,00	63,60	25,00	7,25	-14,40	-10,00
1025 – Catégorie A	133,00	37,00	10,38	202,30	80,00	7,62	+69,30	+21,00
1026 – Catégorie B	270,70	89,60	4,89	329,50	169,50	8,05	+58,80	-40,00

(en ETP)

Catégorie d'emploi	Sorties	<i>dont départs en retraite</i>	Mois moyen des sorties	Entrées	<i>dont primo recrutements</i>	Mois moyen des entrées	Schéma d'emplois	Schéma d'emplois
							Réalisation	Prévision PAP
1027 – Catégorie C	288,20	46,60	5,68	239,10	198,20	8,79	-49,10	+27,00
<b>Total</b>	<b>769,90</b>	<b>197,40</b>		<b>834,50</b>	<b>472,70</b>		<b>+64,60</b>	<b>-2,00</b>

L'exécution 2024 du schéma d'emplois a été de +64,6 ETP se décomposant comme suit : -14,4 A+, +69,3 A, +58,8 B et -49,1 C (dont +11,2 enquêteurs) pour un schéma d'emplois fixé à -2 ETP en loi de finances initiale 2024.

La sur-exécution de 66,6 ETP en 2024 s'explique essentiellement par un événement exceptionnel qui porte sur la catégorie B. L'Insee a choisi exceptionnellement de recruter ces 60 superviseurs externes au 31 décembre 2024 afin de sécuriser la campagne 2025 du recensement de la population. De ce fait, ces 60 agents comptent dans le schéma d'emplois 2024. Les contrats de ces 60 agents prendront fin à la fin février comme lors de chaque campagne de recensement de la population ; ce qui produira mécaniquement une baisse de - 60 ETP de catégorie B au schéma d'emplois de l'année 2025, acquise dès le mois de mars.

La sur-exécution corrigée de cet élément exceptionnel est donc de seulement 6,6 ETP. Elle doit être lue au regard du contrat triennal qui autorise le lissage du schéma d'emplois sur la période 2023-2025.

L'évolution des effectifs de l'exercice 2024 est retracée dans les tableaux ci-après :

#### SORTIES RÉALISÉES EN 2024

(en ETP)	Catégorie A+	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Total
Départs en retraite	24,2	37,0	89,6	46,6	197,4
Autres départs définitifs	0,0	7,0	80,1	134,0	221,1
Autres départs	53,8	89,0	101,0	107,6	351,4
<b>Total des sorties</b>	<b>78,0</b>	<b>133,0</b>	<b>270,7</b>	<b>288,2</b>	<b>769,9</b>
<i>dont contractuels</i> <i>(par rapport au total des sorties)</i>	0,0	7,0	80,1	134,0	221,1

Toutes catégories confondues, 769,9 départs sont intervenus en 2024, dont 197,4 au titre des départs en retraite.

Les autres départs définitifs comprennent les fins de contrat non suivies d'un renouvellement (qui concernent majoritairement les enquêteurs, mais également les superviseurs externes du recensement).

Les autres départs comprennent les radiations, les décès, les départs hors du programme d'agents d'autres programmes ou d'autres administrations accueillis en détachement ou en mobilité, les démissions d'agents titulaires, les démissions d'agents contractuels et les promotions inter-catégorielles.

Le nombre de départs constatés en 2024 est légèrement supérieur aux prévisions de départ indiquées dans le PAP 2024 (736 sorties). Par contre, le nombre de départs à la retraite est légèrement inférieur à celui prévu en LFI, 197,4 réalisés contre 200 prévus.

#### ENTRÉES RÉALISÉES EN 2024

(en ETP)	Catégorie A+	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Total
Primo-recrutements	25,0	80,0	169,5	198,2	472,7
Autres entrées	38,6	122,3	160,0	40,9	361,8
<b>Total des entrées</b>	<b>63,6</b>	<b>202,3</b>	<b>329,5</b>	<b>239,1</b>	<b>834,5</b>
<i>dont contractuels</i>	0,0	23,0	133,5	187,2	343,7

(par rapport au total des entrées)

Les primo-recrutements comprennent les concours externes ou internes (dès lors que les lauréats étaient extérieurs au programme), ainsi que les contrats, qu'ils soient supérieurs ou inférieurs à un an.

Les autres entrées comprennent les accueils en détachement et en position normale d'activité, les retours après situations interruptives (détachement, disponibilité, congé parental, congé de longue durée...), les retours de position normale d'activité et les promotions inter-catégorielles.

Le nombre d'entrées constatées en 2024 est supérieur aux prévisions d'entrées indiquées dans le PAP 2024 (734 entrées). Cet écart résulte d'une augmentation des recrutements d'agents contractuels de courte durée.

## EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

### RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

Service	Prévision LFI	Réalisation	dont mesures de transfert	dont mesures de périmètre	dont corrections techniques	(en ETPT)		
						Impact des schémas d'emplois pour 2024	dont extension en année pleine du schéma d'emplois 2023 sur 2024	dont impact du schéma d'emplois 2024 sur 2024
Administration centrale	1 175,00	1 057,50	0,00	0,00	0,00	-6,48	+14,92	-21,40
Services régionaux	3 716,00	3 708,52	+3,00	0,00	+0,01	-19,11	+44,80	-63,91
Autres	149,00	158,70	0,00	0,00	0,00	+9,33	+3,33	+6,00
<b>Total</b>	<b>5 040,00</b>	<b>4 924,72</b>	<b>+3,00</b>	<b>0,00</b>	<b>+0,01</b>	<b>-16,26</b>	<b>+63,05</b>	<b>-79,31</b>

Service	(en ETP)	
	Schéma d'emplois Prévision PAP	ETP au 31/12/2024 Réalisation
Administration centrale	-7,00	1 432,10
Services régionaux	-13,00	3 512,20
Autres	+18,00	162,00
<b>Total</b>	<b>-2,00</b>	<b>5 106,30</b>

La consommation moyenne annuelle du plafond d'emplois s'établit à 4924,7 ETPT, soit une sous-consommation de 115,3 ETPT qui concerne aussi bien l'administration centrale que les services régionaux.

Les emplois en administration centrale recouvrent les agents en poste à la direction générale à Montrouge et au centre de formation de l'Insee à Libourne (CEFIL). La consommation d'emplois est de 1057,5 ETPT, soit -117,5 ETPT par rapport au plafond d'emplois de la LFI 2024.

La consommation des emplois des services régionaux, qui correspondent aux emplois localisés dans les directions régionales et interrégionales de l'INSEE, est de 3708,5 ETPT, soit -7,5 ETPT par rapport au plafond d'emplois de la LFI 2024.

Les emplois figurant sur la ligne « Autres » correspondent aux élèves fonctionnaires scolarisés à l'ENSAE (corps des administrateurs, catégorie A+) et à l'ENSAI (corps des attachés, catégorie A). Le nombre d'élèves sur une année est de 162 pour les deux écoles. En 2024, la promotion de l'ENSAI (attaché statisticien) augmente de 18 élèves (13 en première année et 5 en deuxième année).

## RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Prévision LFI	Réalisation
	ETPT	ETPT
01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes	1 536,00	1 534,30
06 – Action régionale	486,00	506,90
08 – Information économique, démographique et sociale	1 793,00	1 652,20
09 – Pilotage, soutien et formation initiale	1 225,00	1 231,32
<b>Total</b>	<b>5 040,00</b>	<b>4 924,72</b>
Transferts en gestion		0,00

L'action n° 01 (Infrastructures statistiques et missions régaliennes) comporte 1 534,3 ETPT qui correspondent à 31,2 % de l'ensemble des ETPT du programme.

L'action n° 06 (Action régionale) comporte 506,9 ETPT qui correspondent à 10,3 % de l'ensemble des ETPT du programme.

L'action n° 08 (Information économique, démographique et sociale) comporte 1 652,2 ETPT qui correspondent à 33,5 % de l'ensemble des ETPT du programme.

L'action n° 09 (Pilotage, soutien et formation initiale) comporte 1 231,32 ETPT qui correspondent à 25,0 % de l'ensemble des ETPT du programme. Il est à noter que le poids de cette action est surestimé, car certaines activités qui couvrent deux actions ou davantage lui sont imputées par défaut.

Les enquêteurs sont affectés aux seules actions 01 et 08 et représentent 12,9 % des ETPT du programme.

## RECENSEMENT DU NOMBRE D'APPRENTIS

Nombre d'apprentis pour l'année scolaire 2023-2024	Dépenses de titre 2 Coût total chargé (en M€)	Dépenses hors titre 2 Coût total (en M€)
25,00	0,49	0,11

Le nombre d'apprentis pour l'année scolaire 2023-2024 est de 25, contre 26 apprentis pour l'année scolaire précédente.

Ils se répartissent ainsi selon le niveau de diplôme :

- niveau 1 (égal ou supérieur à Bac +5 : master, doctorat, diplôme de grande école...) : 6 contrats ;
- niveau 2 (Bac +3 ou Bac +4 : licence, maîtrise...) : 14 contrats ;
- niveau 3 (Bac +2 : DUT, BTS...) : 4 contrats ;
- niveau 4 (Bac) : 1 contrat.

## INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

### Ratio d'efficience de la gestion des ressources humaines

**Effectifs gérés**  
(effectifs physiques  
au 31 décembre 2024)

		6443
<b>Effectifs gérants</b> (ETP au 31 décembre 2024)	<b>215</b>	<b>3,3 %</b>
administrant et gérant	126	2,0 %
organisant la formation	45	0,7 %
consacrés aux conditions de travail	16	0,2 %
consacrés au pilotage et à la politique des compétences	28	0,4 %

Le ratio d'efficacité de la gestion des ressources humaines comprend :

- au numérateur : le nombre de « gérants » consacrant la majeure partie de leur temps de travail à la gestion du personnel (unité de compte : ETP) dans les domaines suivants : gestion administrative, formation, suivi des conditions de travail et pilotage des ressources humaines ;
- au dénominateur : le nombre d'agents gérés (unité de compte : effectifs physiques). Le nombre d'agents gérés a été réestimé en tenant compte de l'ensemble des effectifs administrés par l'Insee en 2024.

A méthode constante, le ratio décroît de 0,1 point par rapport à 2023.

## PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS

Catégorie	Exécution 2023	Prévision LFI 2024	Exécution 2024
<b>Rémunération d'activité</b>	<b>241 330 781</b>	<b>251 208 116</b>	<b>245 287 142</b>
<b>Cotisations et contributions sociales</b>	<b>135 938 925</b>	<b>141 843 787</b>	<b>138 090 199</b>
Contributions d'équilibre au CAS Pensions :	101 574 082	106 434 015	102 550 431
– Civils (y.c. ATI)	101 554 440	106 434 015	102 536 228
– Militaires	19 642		14 202
– Ouvriers de l'État (subvention d'équilibre au FSPOEIE)			
– Autres (Cultes et subvention exceptionnelle au CAS Pensions)			
Cotisation employeur au FSPOEIE			
Autres cotisations	34 364 843	35 409 772	35 539 768
<b>Prestations sociales et allocations diverses</b>	<b>4 092 935</b>	<b>2 874 678</b>	<b>3 324 565</b>
<b>Total titre 2 (y.c. CAS Pensions)</b>	<b>381 362 641</b>	<b>395 926 581</b>	<b>386 701 906</b>
<b>Total titre 2 (hors CAS Pensions)</b>	<b>279 788 559</b>	<b>289 492 566</b>	<b>284 151 475</b>
FdC et AdP prévus en titre 2		800 000	

En 2024, la consommation de crédits de personnel, y compris CAS Pensions, augmente de 5,34 M€, soit +1,40 %. Le montant des allocations de retour à l'emploi s'est élevé à 1,03 M€, pour 101 bénéficiaires en décembre 2024.

## ÉLÉMENTS SALARIAUX

(en millions d'euros)

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	
<b>Socle d'exécution 2023 retraitée</b>	<b>276,04</b>
Exécution 2023 hors CAS Pensions	279,79
Impact des mesures de transfert et de périmètre 2024/ 2023	0,29
Débasage de dépenses au profil atypique :	-4,04
– GIPA	-0,69

(en millions d'euros)

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	
- Indemnisation des jours de CET	-1,36
- Mesures de restructuration	-0,20
- Autres dépenses de masse salariale	-1,78
<b>Impact du schéma d'emplois</b>	<b>-0,41</b>
EAP schéma d'emplois 2023	-1,03
Schéma d'emplois 2024	0,62
<b>Mesures catégorielles</b>	<b>2,76</b>
<b>Mesures générales</b>	<b>1,78</b>
Rebasage de la GIPA	0,01
Variation du point de la fonction publique	1,45
Mesures bas salaires	0,32
<b>GVT solde</b>	<b>1,34</b>
GVT positif	4,12
GVT négatif	-2,78
<b>Rebasage de dépenses au profil atypique - hors GIPA</b>	<b>3,50</b>
Indemnisation des jours de CET	1,85
Mesures de restructurations	0,08
Autres rebasages	1,57
<b>Autres variations des dépenses de personnel</b>	<b>-0,86</b>
Prestations sociales et allocations diverses - catégorie 23	-0,77
Autres variations	-0,09
<b>Total</b>	<b>284,15</b>

L'exécution des crédits de titre 2 hors CAS Pensions du programme s'est élevée en 2024 à 284,15 M€, soit une exécution inférieure de 5,34 M€ à la prévision LFI qui était de 289,49 M€.

Les écarts principaux entre l'exécution et la LFI s'expliquent par :

- une surestimation du socle d'exécution 2023 retraité lors des travaux préparatoires de la LFI (+0,08 M€) ;
- une surestimation du débasage de dépenses atypiques (+0,83 M€), essentiellement liée à une surestimation des rappels sur exercices antérieurs (autres dépenses de masse salariale) ;
- une surestimation de l'impact du schéma d'emplois (+1,11 M€), résultant de l'évolution de la structure des emplois et de l'évolution des dates moyennes d'entrées/sorties ;
- une surestimation des mesures catégorielles (+0,31 M€) ;
- une surestimation de l'effet des mesures générales (+0,46 M€), détaillée ainsi :
  - pas de versement de la GIPA en 2024 (coût estimé à 0,7 M€) ;
  - effet de la revalorisation de l'indice minimum de traitement en lien avec les revalorisations successives du SMIC (coût total 0,32 M€) ;
  - EAP de l'augmentation de 1,5 % de la valeur du point d'indice de la fonction publique à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 (coût total +1,45 M€).
- une surestimation de l'effet du GVT (+0,52 M€) :

Le GVT solde s'établit à +1,34 M€, soit 0,49 % de la masse salariale, contre une enveloppe de + 1,86 M€ prévue en LFI. Le GVT négatif de -2,78 M€ représente l'économie due à l'écart de rémunération entre les agents sortants et entrants du programme. Il représente une diminution de -1,01 % de la masse salariale. Les personnels ont par ailleurs connu une évolution de leur rémunération liée au GVT positif (effet de carrière). Cette évolution du GVT positif s'est élevée à +4,12 M€, représentant 1,49 % de progression de la masse salariale.

- une surestimation des dépenses regroupées sur la ligne « Rebasage de dépenses au profil atypique » (+0,93 M€), résultant d'une sous-estimation de l'indemnisation des jours de CET (-0,30 M€) et d'une surestimation des dépenses diverses (restructuration, indemnités de départ volontaire et de rupture conventionnelle, rappels sur les exercices antérieurs) pour +1,23 M€ ;

- une surestimation des variations du poste « Autres variations des dépenses de personnel » (+2,76 M€). Par rapport à 2023, le montant des rétablissement de crédits est stable à 0,80 M€. Le montant de la prise en charge de la complémentaire santé est stable à 0,67 M€. Le montant du remboursement transport augmente suite à l'EAP de l'amélioration de la prise en charge intervenu en septembre 2023. La dépense 2024 est de 1,25 M€ (+53 %). Enfin, la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat n'a pas été versée en 2024. Pour rappel, le montant était de 1,07 M€ en 2023.

La variation entre 2023 et 2024 de la dépense de l'indemnité dégressive (IDE), qui remplace l'indemnité exceptionnelle de compensation de la CSG (IECSG), est de -7 438 €.

L'indemnité dite de garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) n'a pas été renouvelée en 2024 (pour rappel, son montant total en 2023 était de 693 676,92 €). Les montants retracés correspondent à des versements tardifs pour l'année 2023.

L'indemnité de télétravail a coûté 0,65 M€ en 2024, contre 0,61 M€ en 2023, soit une augmentation de 6,4 %.

## COÛTS ENTRÉE-SORTIE

Catégorie d'emplois	Coût moyen chargé HCAS			dont rémunérations d'activité		
	Coût d'entrée	Coût global	Coût de sortie	Coût d'entrée	Coût global	Coût de sortie
1024 – Catégorie A+	112 087	119 765	108 625	100 983	108 566	98 291
1025 – Catégorie A	68 156	73 750	74 527	57 840	65 697	66 267
1026 – Catégorie B	46 570	48 071	51 944	38 682	42 496	45 846
1027 – Catégorie C	38 058	40 496	39 393	29 181	32 476	30 911

Le tableau ci-dessus détaille par catégorie les coûts moyens d'entrée et de sortie, ainsi que les coûts moyens globaux à l'issue de la gestion 2024. Ces coûts s'entendent charges patronales incluses, hors CAS Pensions et hors prestations sociales et intègrent l'effet des mesures générales et catégorielles intervenues en 2024.

Pour la catégorie A+, le coût des sortants est inférieur au coût global. Ceci est la conséquence de la politique d'essaimage des corps de l'Insee vers les services statistiques ministériels et autres organismes, les entrées correspondant pour une partie importante à des agents seniors alors que les sorties correspondent souvent à des agents en première partie de carrière. Par ailleurs, il convient de relever la forte volatilité de ces données, les calculs étant établis sur une très petite population (notamment pour les entrées et les sorties) et étant donc très sensibles aux profils individuels des mobilités constatées.

Les coûts pour les agents des catégories A+ et A n'intègrent pas les élèves fonctionnaires scolarisés à l'ENSAE (A+) et à l'ENSAI (A), transférés sur le programme 220 en 2017, car la rémunération diffère notablement de celle des titulaires, notamment au niveau indemnitaire.

## MESURES CATÉGORIELLES

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Nombre de mois d'incidence sur 2024	Coût	Coût en année pleine
Mesures statutaires						2 286 601	2 286 601
Relèvement des "bas de grille"	2 771	B et C	Contrôleurs INSEE et Adjoints INSEE	01-2024	12	88 036	88 036
Attribution de 5 points d'indice	5 037	Toutes catégories	Tous corps	01-2024	12	1 880 295	1 880 295
Repyramidage	5 037	Toutes catégories	Tous corps	01-2024	12	318 270	318 270

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Nombre de mois d'incidence sur 2024	Coût	Coût en année pleine
Mesures indemnitaires						469 607	469 607
Revalorisation de l'IFSE des agents de catégorie A+ et A	9	A+ et A	Administrateurs d'état et Attaché d'administration centrale	01-2024	12	7 600	7 600
Revalorisation du CIA des agents de catégorie A+ et A de l'administration centrale	9	A+ et A	Administrateurs d'état et Attachés d'administration	01-2024	12	9 922	9 922
Poursuite de la mise en place d'un CIA ou bonus pour les agents titulaires ou contractuels de catégorie B et C	32	B et C	Secrétaires administratifs et Adjointes administratifs	01-2024	12	16 779	16 779
RIFSEEP A+ et A : harmonisation du taux de CIA	1 626	A+ et A	Inspecteurs généraux, Administrateurs INSEE et Attachés INSEE	01-2024	12	435 306	435 306
<b>Total</b>						<b>2 756 208</b>	<b>2 756 208</b>

Les mesures catégorielles s'élèvent en 2024 à 2,76 M€, hors CAS Pensions.

Cette enveloppe a permis de financer, au titre des mesures statutaires :

- l'attribution de 5 points d'indice supplémentaires à tous les agents (1,88 M€) ;
- la revalorisation des deux premiers grades des agents de catégorie B (0,09 M€) ;
- des mesures de repyramidage (0,32 M€) ;

et au titre des mesures indemnitaires :

- une harmonisation des taux de CIA entre les catégories A et A+ et leur revalorisation (0,45 M€) ;
- la revalorisation du RIFSEEP de certains agents de l'administration centrale du MEFSIN (+0,02 M€).

## ACTION SOCIALE - HORS TITRE 2

Type de dépenses	Effectif concerné (ETP)	Réalisation Titre 3	Réalisation Titre 5	Total
Restauration		373 249		<b>373 249</b>
Mutuelles, associations		85 383		<b>85 383</b>
<b>Total</b>		<b>458 632</b>		<b>458 632</b>

L'action sociale ministérielle (aide aux familles, logement, restauration, secours...) est portée par le secrétariat général des ministères économiques et financiers. Les principaux dispositifs, montants et bénéficiaires sont présentés dans la partie « JPE » du programme 218 « Conduite et pilotage des politiques économiques et financières » de la mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines ».


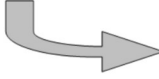


*Dépenses pluriannuelles*

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION  
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AE 2024	CP 2024
AE ouvertes en 2024 * (E1) <b>92 558 415</b>	CP ouverts en 2024 * (P1) <b>77 462 549</b>
AE engagées en 2024 (E2) <b>79 523 316</b>	CP consommés en 2024 (P2) <b>72 627 534</b>
AE affectées non engagées au 31/12/2024 (E3) <b>4 090 218</b>	<i>dont CP consommés en 2024 sur engagements antérieurs à 2024</i> (P3 = P2 – P4) <b>16 328 756</b>
AE non affectées non engagées au 31/12/2024 (E4 = E1 – E2 – E3) <b>8 944 881</b>	<i>dont CP consommés en 2024 sur engagements 2024</i> (P4) <b>56 298 778</b>

RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023 brut (R1) <b>49 503 779</b>					
Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2023 (R2) <b>45 999</b>					
	<b>Engagements ≤ 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2023 net</b> (R3 = R1 + R2) <b>49 549 777</b>	–	<b>CP consommés en 2024 sur engagements antérieurs à 2024</b> (P3 = P2 – P4) <b>16 328 756</b>	=	<b>Engagements ≤ 2023 non couverts par des paiements au 31/12/2024</b> (R4 = R3 – P3) <b>33 221 021</b>
	AE engagées en 2024 (E2) <b>79 523 316</b>	–	CP consommés en 2024 sur engagements 2024 (P4) <b>56 298 778</b>	=	<b>Engagements 2024 non couverts par des paiements au 31/12/2024</b> (R5 = E2 – P4) <b>23 224 538</b>
					<b>Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2024</b> (R6 = R4 + R5) <b>56 445 559</b>
					
					<b>Estimation des CP 2025 sur engagements non couverts au 31/12/2024</b> (P5) <b>3 948 588</b>
					<b>Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2025 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2024</b> (P6 = R6 – P5) <b>52 496 971</b>

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

\* LFI 2024 + reports 2023 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

En fin d'année 2024, le montant des restes à payer est de 56,4 M€ soit une augmentation de 6,9 M€ par rapport au 31/12/2023.

Cette variation est essentiellement liée aux nouveaux baux portés par l'Insee pour lesquels il y a eu des autorisations d'engagement en 2024, qui se concrétiseront par des consommations de CP pluriannuelles.

## Justification par action

### ACTION

#### 01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
01 – Infrastructures statistiques et missions régaliennes	119 000 876	31 021 917	<b>150 022 793</b>	119 000 876	31 921 918	<b>150 922 794</b>
	114 206 176	31 190 103	<b>145 396 279</b>	114 206 176	31 189 521	<b>145 395 697</b>

L'action n° 01 « Infrastructures statistiques et missions régaliennes » regroupe les activités à caractère régalien : comptes nationaux, indice des prix à la consommation, recensement de la population, registres des personnes physiques (état civil et fichier électoral), répertoire SIRENE des entreprises et des établissements. Elle comprend aussi la mise à disposition de l'information à tous les publics ainsi que les travaux relatifs aux normes et nomenclatures, la méthodologie, la coordination statistique et internationale.

La comptabilité nationale permet d'établir les références macroéconomiques majeures nécessaires au pilotage économique et social, l'indice des prix à la consommation constituant l'une de ces références. La tenue des répertoires se fait en partenariat avec les mairies pour le répertoire national d'identification des personnes physiques et le fichier électoral et en collaboration avec les centres de formalités des entreprises et d'autres organismes publics pour le répertoire national des entreprises et des établissements.

L'objectif du recensement est la production de résultats fiables et récents relatifs à la population légale de chaque commune et à ses caractéristiques socio-démographiques. Depuis 2004, cette opération est annualisée, avec une enquête exhaustive tous les cinq ans par rotation dans les communes de moins de 10 000 habitants et un sondage annuel dans les communes de 10 000 habitants ou plus. Pendant deux mois, près de 24 000 agents recenseurs, recrutés par les communes et assistés de près de 400 superviseurs de l'Insee assurent la phase de collecte. Les recensements des collectivités d'outre-mer sont quinquennaux.

Tous les ans, les populations légales sont authentifiées par décret à la fin décembre. Les principaux résultats statistiques sont publiés en juillet de l'année suivante et les bases de données infra-communales sont diffusées quelques mois plus tard, gratuitement sur le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr).

#### CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE

Volets du plan de relance	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation
Verdissement	0	0	0	0
Indépendance et compétitivité	0	0	0	0
Cohésion sociale et territoriale	0	0	0	0

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	119 000 876	114 206 176	119 000 876	114 206 176
Rémunérations d'activité	75 503 862	72 271 901	75 503 862	72 271 901
Cotisations et contributions sociales	42 632 992	41 220 556	42 632 992	41 220 556
Prestations sociales et allocations diverses	864 022	713 720	864 022	713 720
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	9 058 233	8 154 778	10 058 234	10 310 657
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	9 058 233	8 154 778	10 058 234	10 310 657
Titre 5 : Dépenses d'investissement		84 275		84 275
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État		0		
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		84 275		84 275
Titre 6 : Dépenses d'intervention	21 963 684	22 951 049	21 863 684	20 794 589
Transferts aux collectivités territoriales	21 963 684	22 773 937	21 863 684	20 617 477
Transferts aux autres collectivités		177 112		177 112
<b>Total</b>	<b>150 022 793</b>	<b>145 396 279</b>	<b>150 922 794</b>	<b>145 395 697</b>

**TITRE 2 : DÉPENSES DE PERSONNEL**

Au titre de cette action, 1534,3 ETPT ont été consommés, répartis en :

- 98,3 ETPT d'agents de catégorie A+ ;
- 423,5 ETPT d'agents de catégorie A ;
- 707,2 ETPT d'agents de catégorie B ;
- 305,3 ETPT d'agents de catégorie C.

Au sein de la catégorie C, l'activité des enquêteurs de l'Insee prise en compte ici est celle des 139,9 ETPT enquêteurs qui réalisent la collecte de l'indice des prix à la consommation et les opérations d'enquêtes liées au recensement (recensement des communautés au sens de l'arrêté du 26 juin 2003, enquête de contrôle de la collecte du recensement, enquêtes de mises à jour du répertoire d'immeubles localisés).

Par rapport à l'exercice 2023 (1517,8 ETPT), les effectifs de l'action n° 01 augmentent de 16,5 ETPT, soit 1,09 %. Cette variation résulte de l'évolution des moyens affectés à la mise en œuvre des différentes missions de l'Insee.

**TITRE 3 : DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**

La consommation figurant dans Chorus s'élève à 8,2 M€ en AE et à 10,3 M€ en CP.

CRÉDITS RELATIFS AU RECENSEMENT DE LA POPULATION (4,8 M€ en AE et 5,5 M€ en CP) :

Les dépenses relatives au recensement de la population comprennent :

- 1,6 M€ en AE et 2,3 M€ en CP pour la saisie, par lecture optique, des bulletins du recensement et les prestations d'impression ;
- 2,4 M€ en AE et en CP pour les frais de déplacement répartis en 1,5 M€ en AE et 1,6 M€ en CP de dépenses de location de véhicules et 0,8 M€ en AE et en CP d'indemnités de déplacement des superviseurs ;
- 0,8 M€ en AE et en CP pour des dépenses diverses (mobilier, fournitures, formation, téléphonie, communication).

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ET D'INFORMATIQUE HORS RECENSEMENT (3,7 M€ en AE et 5 M€ en CP) :

Les dépenses concernant les autres activités relatives à cette action, telles que l'élaboration de l'indice des prix à la consommation, la gestion du fichier électoral, de celui de l'état-civil et du répertoire des entreprises et établissements (SIRENE) ou la diffusion de l'information statistique, se ventilent comme suit :

- 0,6 M€ en AE et 0,5 M€ en CP pour l'affranchissement et les prestations d'impression ;
- 0,8 M€ en AE et en CP pour des frais de déplacement dont une partie est afférente aux déplacements des enquêteurs ;
- 1,8 M€ en AE et 3,2 M€ en CP de dépenses informatiques (saisie, achat de fichiers, entretiens de logiciels, téléphonie...);
- 0,5 M€ en AE et en CP de dépenses diverses (mobilier, fournitures, formation, communication).

#### TITRE 5 : DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (0,1 M€ en AE et en CP)

Les dépenses d'investissement correspondent au service applicatif pour la collecte et l'exploitation des enquêtes de recensement et à la mise à jour du RIL

#### TITRE 6 : DÉPENSES D'INTERVENTION (23,0 M€ en AE et 20,8 M€ en CP)

Les transferts aux collectivités territoriales correspondent pour l'essentiel à la dotation forfaitaire versée aux communes pour le recensement de la population en métropole et dans les DOM et à la subvention pour le recensement de la population en Nouvelle Calédonie. En 2024, les opérations de recensement en Nouvelle-Calédonie ont été suspendues suite aux émeutes de mai 2024 et reportées sur 2025.

## ACTION

### 06 – Action régionale

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
06 – Action régionale	42 605 071	734 025	<b>43 339 096</b>	42 605 071	734 025	<b>43 339 096</b>
	44 628 168	1 389 018	<b>46 017 186</b>	44 628 168	1 480 686	<b>46 108 854</b>

- les études et collaborations réalisées en partenariat avec les acteurs publics en région.

Seuls les « acteurs publics en région » (APR) bénéficient d'un service spécifique auprès des directions régionales. L'action régionale en direction régionale comporte donc une part faible de fonction diffusion (principalement la production d'une « offre de base » : bilan économique et social, tableaux économiques régionaux, alimentation de sites Internet régionaux...) et une part importante de collaborations notamment (dans le cadre de conventions) avec les APR.

## CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE

Volets du plan de relance	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation
Verdissement	0	0	0	0
Indépendance et compétitivité	0	0	0	0
Cohésion sociale et territoriale	0	0	0	0

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	42 605 071	44 628 168	42 605 071	44 628 168
Rémunérations d'activité	27 032 132	28 250 460	27 032 132	28 250 460
Cotisations et contributions sociales	15 263 599	16 167 229	15 263 599	16 167 229
Prestations sociales et allocations diverses	309 340	210 479	309 340	210 479
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	734 025	1 386 018	734 025	1 467 686
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	734 025	1 386 018	734 025	1 467 686
Titre 6 : Dépenses d'intervention		3 000		13 000
Transferts aux autres collectivités		3 000		13 000
<b>Total</b>	<b>43 339 096</b>	<b>46 017 186</b>	<b>43 339 096</b>	<b>46 108 854</b>

## TITRE 2 : DÉPENSES DE PERSONNEL

Au titre de cette action, 506,9 ETPT ont été consommés, répartis en :

- 28,4 ETPT d'agents de catégorie A+ ;
- 241,9 ETPT d'agents de catégorie A ;
- 212,3 ETPT d'agents de catégorie B ;
- 24,3 ETPT d'agents de catégorie C.

Par rapport à l'exercice 2023 (504,6 ETPT), les effectifs de l'action n° 06 augmentent de 2,3 ETPT, soit 0,45 %. Cette variation résulte de l'évolution des moyens affectés à la mise en œuvre des différentes missions de l'Insee.

## TITRE 3 : DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement de cette action s'élèvent à 1,4 M€ en AE et à 1,5 M€ en CP.

Elles couvrent les frais d'études réalisées en partenariat avec les acteurs publics régionaux, la production de publications régionales, ainsi que la réalisation d'extensions d'enquêtes nationales correspondant à des extensions d'échantillon visant à satisfaire des besoins d'informations régionales.

Les dépenses sont, pour l'essentiel, des dépenses d'impression, de frais de communication, de documentation et d'études pour 1,2 M€ en AE et 1,3 M€ en CP, et des frais de déplacement pour 0,2 M€ en AE et en CP.

## TITRE 6 : DÉPENSES D'INTERVENTION

Les dépenses correspondent à une subvention versée à l'association pour le développement du festival international de géographie (ADFIG) dans le cadre du festival international de géographie et au centre européen de promotion de l'histoire dans le cadre des Rendez-vous de l'Histoire.

## ACTION

### 08 – Information économique, démographique et sociale

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
08 – Information économique, démographique et sociale	125 786 589	5 552 702	<b>131 339 291</b>	125 786 589	6 152 702	<b>131 939 291</b>
	122 602 745	3 978 218	<b>126 580 963</b>	122 602 745	5 434 824	<b>128 037 569</b>

L'action n° 08 « Information économique, démographique et sociale » regroupe les activités concernant l'information économique, démographique et sociale aux travers des enquêtes et études économiques relatives aux entreprises et aux ménages. Elle traite notamment :

- **les statistiques conjoncturelles d'entreprises** : production de données conjoncturelles (indice de chiffre d'affaires, de stocks, de prix à la production, à l'exportation ou à l'importation, indice de la production industrielle, indice du coût de la construction, données sur la démographie des entreprises) ;
- **les statistiques structurelles d'entreprises** : production de données structurelles sur les entreprises à partir de l'exploitation des données fiscales et des données des enquêtes annuelles auprès des entreprises ;
- **les études et synthèses économiques** : en vue d'identifier et de mieux comprendre les évolutions à court, moyen et long terme de l'économie française, des études de synthèse sont publiées, notamment la note de conjoncture de l'Insee et le rapport sur les comptes de la Nation ;
- **Les études démographiques (hors recensement), de ressources et de conditions de vie** : entrent dans ce champ les investigations démographiques, mobilisant notamment les données d'état-civil et les résultats spécifiques sur la population française, les enquêtes à périodicité de quatre à dix ans auprès des ménages sur des thèmes relatifs à des politiques publiques (éducation, logement, budget des familles, personnes sans domicile, dépendance, etc.) ainsi que des enquêtes et études sur des aspects de la vie sociale (utilisation du temps, patrimoine, sécurité, isolement social par exemple) ;
- **les études sur la formation, l'emploi et les revenus** : l'Insee réalise des enquêtes et études dans le domaine de l'emploi permettant de suivre l'évolution du chômage et de l'emploi. La référence majeure est l'enquête emploi réalisée en continu auprès des ménages et répondant à des normes européennes et internationales. S'agissant des revenus, les travaux reposent essentiellement sur la mobilisation des sources administratives et en particulier la déclaration sociale nominative (DSN) ;
- **les études sociales** : en collaboration avec d'autres organismes d'études, l'Insee réalise des documents de synthèse sur les évolutions de la société française, la référence majeure sur ce point étant la publication annuelle « France, portrait social ».



## CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE

Volets du plan de relance	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation
Verdissement	0	0	0	0
Indépendance et compétitivité	0	0	0	0
Cohésion sociale et territoriale	0	0	0	0

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	125 786 589	122 602 745	125 786 589	122 602 745
Rémunérations d'activité	79 809 272	80 001 145	79 809 272	80 001 145
Cotisations et contributions sociales	45 064 027	41 987 088	45 064 027	41 987 088
Prestations sociales et allocations diverses	913 290	614 513	913 290	614 513
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	5 552 702	3 105 974	6 152 702	5 041 674
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	5 552 702	3 140 474	6 152 702	5 041 674
Subventions pour charges de service public		-34 500		
Titre 5 : Dépenses d'investissement		360 940		281 846
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		360 940		281 846
Titre 6 : Dépenses d'intervention		511 303		111 303
Transferts aux collectivités territoriales		26 803		26 803
Transferts aux autres collectivités		484 500		84 500
<b>Total</b>	<b>131 339 291</b>	<b>126 580 963</b>	<b>131 939 291</b>	<b>128 037 569</b>

**TITRE 2 : DÉPENSES DE PERSONNEL**

Au titre de cette action, 1652,2 ETPT ont été consommés, répartis en :

- 112,6 ETPT d'agents de catégorie A+ ;
- 396,8 ETPT d'agents de catégorie A ;
- 541,0 ETPT d'agents de catégorie B ;
- 601,8 ETPT d'agents de catégorie C.

Au sein de la catégorie C, l'activité des enquêteurs de l'Insee a représenté 496,2 ETPT.

Par rapport à l'exercice 2023 (1658,9 ETPT), les effectifs de l'action n° 08 diminuent de 6,5 ETPT, soit -2,03 %. Cette variation résulte de l'évolution des moyens affectés à la mise en œuvre des différentes missions de l'Insee.

**TITRE 3 : DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Ces dépenses correspondent aux frais généraux liés à la réalisation des enquêtes auprès des entreprises pour la collecte des données structurelles et conjoncturelles, des enquêtes pérennes auprès des ménages, des enquêtes ponctuelles, à la production de données d'études dans les domaines de l'emploi, des revenus, des ressources et des conditions de vie des ménages et aux travaux menés avec Eurostat.

Les dépenses de fonctionnement de cette action, soit 3,1 M€ en AE et 5 M€ en CP comprennent essentiellement :

- 0,6 M€ en AE et 0,4 M€ en CP pour les frais d'affranchissement ;
- 0,3 M€ en AE et en CP pour l'impression et la documentation ;
- 2,1 M€ en AE et en CP pour les frais de déplacement des enquêteurs (y compris la location de véhicules) ;
- 2,1 M€ en CP pour les dépenses informatiques ;
- 0,08 M€ en AE et 0,1 M€ en CP pour les dépenses diverses, comprenant notamment des frais de communication et de formation.

## TITRE 5 : DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement correspondent au projet de réingénierie du système d'élaboration des statistiques annuelles d'entreprises (ESANE).

## TITRE 6 : DÉPENSES D'INTERVENTION

Cette dépense correspond à une convention de partenariat relative à la chaire de recherche « Mesures de l'économie » avec la Paris School of Economics – école d'économie de Paris, et à la dotation forfaitaire de l'enquête « Familles » versée aux communes.

## ACTION

### 09 – Pilotage, soutien et formation initiale

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
09 – Pilotage, soutien et formation initiale	109 334 045	58 525 084	<b>167 859 129</b>	109 334 045	44 736 697	<b>154 070 742</b>
	105 264 816	42 965 978	<b>148 230 794</b>	105 264 816	34 522 504	<b>139 787 320</b>

L'action n° 09 « Pilotage, soutien et formation initiale » recouvre le pilotage, l'organisation et la coordination des fonctions support de l'ensemble des services centraux et régionaux de l'Insee. Au-delà des moyens de la direction générale de l'Insee et des services qui lui sont directement rattachés, elle regroupe :

- les fonctions de l'inspection générale de l'Insee ainsi que l'ensemble des fonctions de nature transverse : direction dans les établissements régionaux, gestion des ressources humaines et financières, logistique, etc... ;
- les moyens engagés pour le support informatique, tout particulièrement les dépenses dites socle d'infrastructure et de maintenance des applications ;
- la formation continue des agents, notamment dispensée par le centre de formation de l'Insee à Libourne (CEFIL), et la formation des élèves fonctionnaires suivant leur scolarité initiale au sein d'une des deux écoles du groupe des écoles nationales d'économie et statistique (GENES) : l'ENSAE et l'ENSAI. La formation de statisticiens-économistes pour l'administration et le secteur public est une mission de l'Insee. Elle contribue à la diffusion et au développement des connaissances dans les domaines de la statistique, de l'économie, de la finance, de la sociologie quantitative et du traitement de l'information ;
- la communication générale de l'Institut.

## CONTRIBUTION AU PLAN DE RELANCE

Volets du plan de relance	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation
Verdissement	0	0	0	0
Indépendance et compétitivité	0	0	0	0
Cohésion sociale et territoriale	0	0	0	0

## ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 2 : Dépenses de personnel	109 334 045	105 264 816	109 334 045	105 264 816
Rémunérations d'activité	69 370 436	64 763 636	69 370 436	64 763 636
Cotisations et contributions sociales	39 169 775	38 715 326	39 169 775	38 715 326
Prestations sociales et allocations diverses	793 834	1 785 854	793 834	1 785 854
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	58 525 084	36 919 736	44 736 697	29 041 728
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	58 525 084	36 919 736	44 736 697	29 041 728
Titre 5 : Dépenses d'investissement		6 038 502		5 473 026
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État		2 928 183		2 401 277
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		3 110 319		3 071 749
Titre 6 : Dépenses d'intervention		7 740		7 750
Transferts aux autres collectivités		7 740		7 750
<b>Total</b>	<b>167 859 129</b>	<b>148 230 794</b>	<b>154 070 742</b>	<b>139 787 320</b>

**TITRE 2 : DÉPENSES DE PERSONNEL**

Au titre de cette action, 1231,3 ETPT ont été consommés, répartis en :

- 105,0 ETPT d'agents de catégorie A+ ;
- 469,8 ETPT d'agents de catégorie A ;
- 517,3 ETPT d'agents de catégorie B ;
- 139,2 ETPT d'agents de catégorie C.

Par rapport à l'exercice 2023 (1256,8 ETPT), les effectifs de l'action n° 09 diminuent de 25,5 ETPT, soit -2,03 %. Cette variation résulte de l'évolution des moyens affectés à la mise en œuvre des différentes missions de l'Insee.

**TITRE 3 : DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**

Les dépenses de fonctionnement au titre de cette action s'élèvent à 43 M€ en AE et en 34,5 M€ en CP. Elles se répartissent en cinq grandes catégories :

1. les dépenses liées à l'occupation des locaux pour un montant de 21,9 M€ en AE et 13,2 M€ en CP, détaillées ainsi :

- 14,7 M€ en AE et 4 M€ en CP pour les loyers et les charges ;

- 2,8 M€ en AE et 3,4 M€ en CP pour les impôts et taxes ;
- 1,4 M€ en AE et 1,7 M€ en CP pour l'entretien des bâtiments ;
- 2,3 M€ en AE et 1,9 M€ en CP pour le nettoyage et le gardiennage des locaux,
- 0,7 M€ en AE et 2,2 M€ en CP pour les dépenses de fluide, l'achat de fournitures et de mobilier.

2. les dépenses informatiques, à hauteur de 7,3 M€ en AE et 8 M€ en CP ventilées en :

- 3,8 M€ en AE et 3,9 M€ en CP pour l'achat de matériel et de prestations de maintenance et d'entretien des logiciels informatiques ;
- 3,5 M€ en AE et 4,1 M€ en CP pour des prestations d'études, d'assistance et de redevances et achats divers ;

3. les frais de déplacement et les dépenses de formation pour un montant de 3,4 M€ en AE et 3,3 M€ en CP :

- 1,7 M€ en AE et 1,6 M€ en CP pour les frais de déplacement, dont 0,3 M€ pour les indemnités de changement de résidence et les congés bonifiés ;
- 0,6 M€ en AE et en CP pour l'achat, la location et l'entretien de matériel de transport ;
- 1,1 M€ en AE et en CP pour la formation.

4. les dépenses diverses de fonctionnement courant à concurrence de 1,2 M€ en AE et en CP, couvrant des dépenses d'impression, de documentation et de communication, ainsi que les subventions aux restaurants administratifs.

5. la dernière catégorie correspond aux dépenses d'affranchissement et de téléphonie qui n'ont pas pu être ventilées sur les actions n° 01, n° 06 et n° 08, pour un montant de 3,2 M€ en AE et 3,3 M€ en CP.

## **TITRE 5 : DÉPENSES D'INVESTISSEMENT**

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 6 M€ en AE et à 5,5 M€ en CP. Elles correspondent à des travaux immobiliers (1,8 M€ en AE et 1,5 M€ en CP) et à des achats de licences informatiques (4,2 M€ en AE et 4 M€ en CP).

## **TITRE 6 : DÉPENSES D'INTERVENTION**

Ces dépenses correspondent à des subventions à l'association des céfiliens (stagiaires du centre de formation des contrôleurs de l'Insee) et à la Fondation pour l'Université de Lyon pour l'organisation des Journées de l'économie.